

RÉSISTANCES DÉMOCRATIQUES

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Ainsi Donald TRUMP a fait le grand Chelem à la récente élection présidentielle américaine. La défaite nette de Kamala HARRIS, qui défendait la cause des femmes, les droits des minorités et le bilan économique très honorable du gouvernement BIDEN (forte croissance, faible chômage, investissements publics massifs) a surpris. Malgré une campagne ardente mais démarrée tardivement, des suffrages traditionnellement démocrates lui ont manqué, notamment de la part de jeunes et de citoyens d'origine africaine ou latino-américaine.

Le soutien inconditionnel des États-Unis au gouvernement de Benyamin NETANYAHOU massacrant des populations civiles à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, en représailles à l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, a pu choquer de nombreux étudiants, mais je ne crois pas que la politique étrangère ait pesé de façon majeure.

En revanche, un graphique publié par *Les Échos* du 30 octobre 2024, peu avant le scrutin du 5 novembre, m'avait inquiété. Il retraçait les évolutions respectives du salaire horaire moyen et du taux d'inflation de 2016 (début du premier mandat Trump) à 2024 (fin du mandat Biden). De 2016 à 2020, les salaires augmentaient plus vite que la hausse des prix : le pouvoir d'achat a progressé sous la présidence Trump. En 2021 et 2022, durant les deux premières années du mandat Biden-Harris, ce fut l'exact inverse, avec une forte chute du pouvoir d'achat des salariés. Au pire moment, durant l'été 2022, les prix ont augmenté de 9,1% et le salaire horaire de seulement 5,6% : la perte de pouvoir d'achat a été de 3,5%. En 2023 et 2024, des gains de pouvoir d'achat ont été retrouvés mais c'était tard et ils n'ont pas effacé les pertes antérieures.

Le journal explique que ce taux d'inflation, le plus fort depuis 1981 !!, a été principalement dû à la hausse du prix de l'essence (+59,9%). Chacun se souvient que l'agression russe en Ukraine du 20 février 2022 a perturbé le marché mondial du gaz et du pétrole, dont les prix se sont envolés. Mais, questions indiscretes, en quoi ceci a-t-il pu justifier la hausse des prix du gaz et du pétrole que les USA produisent en très grandes quantités, au point de devenir des exportateurs choyés par les clients européens ? En quoi cela peut-il expliquer que le prix moyen de la douzaine d'œufs soit passée de 1,45 \$ en novembre 2020 à 3,82 \$ en septembre 2024 (même source des *Échos*) ?

Durant le mandat Biden, les consommateurs ont subi une bulle d'inflation qui a particulièrement frappé les familles les plus modestes, dont les minorités noires et latino et les jeunes. L'article précise : « La séquence de forte inflation a été favorable aux Américains qui gagnent le mieux leur vie ». Le cher Pierre BÉRÉGOVOY disait : « L'inflation est un impôt sur les pauvres ».

Cette bulle d'inflation a-t-elle été une catastrophe géopolitique (la faute à Poutine ou au Covid ?), comme les inondations de Valence en Espagne auraient été une catastrophe naturelle ? Une sorte de calamité tombée du ciel comme celles si joliment croquées par la tapisserie de l'Apocalypse tissée en 1375 et exposée à Angers ! L'alibi est bien trop commode : ce fut principalement une bulle d'inflation de profits : les grandes entreprises de l'industrie pétrolière, de l'agroalimentaire et de la distribution ont fait valser les étiquettes, pour accroître leurs marges, doper leurs cours de Bourse, leurs versements de dividendes et les rachats d'actions.

La concurrence pure et parfaite est un mythe quand des monopoles privés ou des oligopoles (groupes restreints de supposés concurrents) s'entendent implicitement ou explicitement pour faire payer le prix fort aux acheteurs. Yanis VAROUFAKIS avait dénoncé le *techno-feodalism* des grandes entreprises du numérique qui font des profits faramineux sur le dos des acquéreurs de *smartphones* (Lettre 1047 du 9 février 2024). Sa théorie s'applique fort bien aux géants mondiaux du pétrole, de l'alimentation et du transport maritime.

Les électeurs auraient donc comparé les périodes Trump et Biden. Peut-être ont-ils implicitement reproché à ce dernier de ne rien avoir fait pour juguler cette poussée de fièvre inflationniste. Souvenons-nous que le président ROOSEVELT avait mis en place durant les années 1930 une administration de contrôle des prix où le jeune John Kenneth GALBRAITH a fait ses débuts de brillant économiste. Il me semble que le contrôle du prix de l'essence et celui des produits alimentaires essentiels aurait été possible et politiquement payant. La candidate Harris l'a proposé dans son programme, mais trop tard et trop timidement.

Ancienne plume du président OBAMA, Ben RHODES va plus loin dans le *New York Times* du 11 novembre 2024 en écrivant : « De nombreux électeurs associent maintenant la démocratie avec la globalisation, la corruption, le capitalisme financier, l'immigration, les guerres incessantes et les élites ». Selon lui, cette évolution n'est pas cantonnée aux États-Unis, mais ce malaise démocratique a gagné l'Europe, où fleurit une *soft autocracy* (Hongrie d'ORBAN et résurgence d'une extrême-droite puissante). Et, selon lui, cette défaillance américaine aurait poussé la Chine à promouvoir un système alternatif à la démocratie libérale.

Que propose Ben Rhodes ? Deux chantiers distincts. Le premier est de faire une analyse critique des défaillances du système actuel (globalisation, corruption, capitalisme financier, etc.). Le second est de vivifier la démocratie en retournant sur le terrain. Selon ses termes : « Apprendre des maires qui innovent au niveau local. Écouter les communautés qui se sentent aliénées. Trouver des territoires où la démocratie multiraciale fonctionne mieux. Et raconter ces histoires. Stimuler un sentiment d'appartenance à quelque chose de plus grand, de telle façon que la démocratie ne soit plus l'apanage d'une élite dirigeante mais, au contraire, le remède pour soigner ce qui ne marche plus à Washington et dans la classe politique ». Suivons ce deuxième conseil dans une France qui, elle aussi, est minée par la lassitude démocratique. Évoquons trois belles histoires de démocratie en marche, où l'esprit de coopération et d'innovation a créé ce « sentiment d'appartenance ».

Thouars est une petite ville de 15 000 habitants dans les Deux-Sèvres, peu éloignée de Nantes (*Les Échos* 6 novembre 2024). Thouars est la première communauté de communes qui a gagné les quatre étoiles de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) en 2021. Traumatisée par la fermeture d'un site militaire, lieu de nombreux emplois, elle a décidé en 2004 de devenir une commune pionnière produisant en 2050 plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Sur le terrain désaffecté, elle a implanté un méthaniseur, des éoliennes, des parcs solaires ; et elle s'est lancée dans une politique de réduction des déchets domestiques et d'isolation thermique des équipements publics et des logements (23% de passoires thermiques). Les vingt années n'ont pas été de tout repos, notamment quand il a été question de déployer 19 éoliennes, ce qui a exigé « une grande pédagogie », et quand il a fallu trouver les financements dans le labyrinthe des acteurs publics. Quels ont été les secrets de cette réussite ? D'abord, prendre le temps d'écouter, d'expliquer et convaincre toute la population qui s'approprie ainsi des projets contribuant à terme à son bien-être. Et faire confiance à un élu pionnier, épaulé par une petite équipe technique apte à trouver les solutions efficaces et les financements publics indispensables. Enfin, « commencer par un projet porteur, qui emporte une large adhésion locale ».

Deuxième exemple de démocratie régénérative : la coopérative Fralib, près de Marseille (*Le Monde* 7 novembre 2024). Le groupe Unilever voulait fermer en 2014 cette usine de *Thé Éléphant* et tisanes en sachets, pour la transférer en Pologne. Des salariés, menés par le délégué CGT de l'époque, sont parvenus à reprendre la direction de l'usine sous forme coopérative. Ce fut dur - il a fallu réduire les effectifs et les salaires – mais ça marche : le thé *1136* (le nombre de jours d'occupation de l'usine) et les tisanes locales se vendent bien et les comptes sont bénéficiaires, à la grande fierté de l'ancien militant syndical et des 32 salariés (ils étaient 182 au moment de la fermeture). Dans une coopérative, chaque homme (ou femme) a une voix et la démocratie en entreprise a permis cette réussite.

Le même scénario s'amorce pour l'entreprise Duralex qui vient de se transformer en coopérative. France Active a participé au tour de table. Les Associations territoriales du réseau (850 salariés et 3000 bénévoles) ont foi dans l'esprit de résistance que leur a insufflé le président-fondateur Claude ALPHANDÉRY. Un an après l'appel lancé par le vigoureux centenaire en novembre 2022, 67 « Clubs Alphandéry » se sont constitués au sein du réseau qui, chacun à sa manière, prolongeront son message : « Résister et créer ».

Le meilleur antidote au fatalisme, à l'exclusion, à l'arbitraire centralisateur, est la coopération locale, rassemblant les habitants, les entrepreneurs, les élus.

15 novembre 2024